

## ST 12 / « La terre et le politique : de la construction de l'Etat aux mobilisations sociales »

ROLLAND Stelio, EHESS \*

### Conflit armé, déplacements forcés et dynamiques d'accès à la terre dans le nord-ouest de la Colombie

Depuis l'intensification du conflit armé en 1997, différentes formes d'action collective et de mobilisation sociale - de caractère foncier, socioéconomique et politique - ont émergées dans le Nord-ouest de la Colombie au sein de populations fortement touchées par la violence et par la stratégie de déplacement forcé des groupes armés.

Avec le soutien de l'Eglise colombienne et de plusieurs ONG nationales et internationales, des formes originales de rejet des logiques de guerre des groupes armés et de regroupement communautaire ont alors émergées au sein de collectifs de *déplacés* [*desplazados*]<sup>1</sup> tant en Urabá que dans le Bas Atrato voisin, situé dans la zone dite du Pacifique. Ces mobilisations ont abouti à la formation de véritables projets communautaires et territoriaux alternatifs.

Notre contribution porte plus particulièrement sur ces formes originales de mobilisation sociale et sur ces actions de « résistance » au conflit armé mises en place à partir de 1997 dans ces deux régions relativement enclavées et isolées par rapport au reste du pays. En dépit des difficultés, la mobilisation sociale de ces collectifs de [*desplazados*] a connu un certain succès. Plusieurs « communautés de paix », « communautés d'autodétermination » et enfin des « zones humanitaires » ont ainsi été délimitées dans des espaces extrêmement disputés par les groupes armés tant en Urabá que dans les rivières du Bas Atrato.

Le choix d'une méthodologie ethnographique et d'une approche interactionniste nous permettra de décrire précisément ces situations de mobilisation foncière et ces initiatives de « résistance » au conflit armé. L'enquête a d'abord été menée en tant que membre d'une ONG colombienne pendant les deux premières années de mon terrain de recherche (2003-2005). Ma position au sein du CINEP<sup>2</sup> m'a ainsi permis de participer directement à la mobilisation sociale, dans un contexte d'interaction constante avec les personnes mobilisées. La

---

\* Doctorant à l'EHESS (IIAC-LAU) contact : [stellio.rolland@gmail.com](mailto:stellio.rolland@gmail.com)

<sup>1</sup> En Colombie, la catégorie de [*desplazado por la violencia*] – « déplacé par la violence » - désigne les personnes qui sont contraintes de quitter brutalement leurs lieux d'habitation, situés la plupart du temps dans les zones rurales, en raison de l'intensification du conflit armé et de la politique de terreur des acteurs armés. C'est une catégorie d'origine institutionnelle aux frontières relativement floues.

<sup>2</sup> CINEP [*Centro de Investigacion y de Educacion Popular*] : Mouvement d'Eglise et ONG colombienne intervenant dans le domaine des droits de l'homme et de la recherche sur le conflit armé et sur différentes formes de mobilisation sociale se produisant en Colombie. Le CINEP est une institution de la société civile colombienne appartenant à l'Eglise colombienne et placée sous l'autorité directe de la *Compagnie des Jésuites*.

## Congrès AFSP Paris 2013

« participation observante » aux réunions quotidiennes avec les leaders communautaires et la conduite de nombreux entretiens semi-dirigés m'ont permis de recueillir la plupart des données ethnographiques que j'ai utilisées dans cette étude. En outre, lors des conversations informelles que j'ai eues avec les leaders communautaires du Bas Atrato, nous avons pu échanger sur de nombreuses thématiques touchant, entre autres, à des questions foncières, territoriales et politiques.

Par la suite, j'ai pu réaliser différents terrains de recherche en Urabá et dans le Bas Atrato en tant que doctorant et jeune chercheur en 2006, 2007 et 2009, dans le cadre de ma participation à plusieurs programmes pluriannuels de recherche.<sup>3</sup> Ces missions d'enquête m'ont permis de me rendre dans différents villages du Bas Atrato dans lesquels des collectifs de [*desplazados*] ont développé différentes stratégies de regroupement communautaire, de reconstruction territoriale et d'occupation de terres.

Depuis la phase d'intensification du conflit armé dans la région en 1997, la situation foncière de la majorité des petits paysans de l'Urabá et du Bas Atrato reste particulièrement instable. La plupart du temps, les petits cultivateurs mobilisés dans ces différentes initiatives de reconstruction territoriale ont été déplacés à plusieurs reprises de leurs habitations et de leurs lieux de vie lors des affrontements chroniques entre groupes armés illégaux. La plupart d'entre eux ne possèdent pas les titres de propriété des parcelles qu'ils occupent. S'ils possèdent des titres de propriété, bien souvent, ces derniers sont contestés et font l'objet de conflits entre plusieurs personnes. Enfin, les limites de leurs microparcelles destinées à l'agriculture vivrière sont souvent très peu matérialisées.

Par ailleurs, une grande partie des terres officiellement possédées en nom collectif par les communautés afrocolombiennes et métis du Bas Atrato ont fait l'objet d'appropriations illégales par des grands propriétaires terriens, des entreprises de palmiculture et des compagnies d'exploitation forestière. En outre, une grande partie de ces immenses portions de terre appartenant aux communautés locales reste *de facto* étroitement contrôlée par les groupes armés. La circulation incessante des groupes armés dans la zone constitue une menace permanente pour les petits paysans locaux ayant mis en place des stratégies de reconstruction territoriale dans des espaces de marge interstitielle. Réinstallés depuis peu sur leurs terres, ces petits paysans locaux restent donc des [*desplazados*] en puissance. D'un moment à l'autre, ils peuvent se faire expulser de leurs terres en cas de forte pression exercée par un groupe armé ou lors d'une intensification des affrontements entre deux groupes armés rivaux.

Dans ce travail, nous décrivons tout d'abord quelles ont été les dynamiques d'appropriations foncières illégales qui ont accompagné le contexte de guerre et de domination du paramilitarisme en Urabá et dans le Bas Atrato. Puis nous verrons comment, *en réaction* à ce contexte de violence généralisée et à ces appropriations foncières illégales, ont surgi de multiples formes de mobilisation foncière, principalement au sein des personnes déplacées par la guerre.

Ces actions collectives de « résistance » visèrent principalement à la réappropriation de leur territoire par les petits paysans locaux et à mettre fin à une situation permanente d'incertitude et d'insécurité foncière vécue au quotidien. En dépit de sa fragilité constitutive, la mobilisation foncière et territoriale des [*desplazados*] locaux, fortement adossée à différents réseaux d'ONG religieuses a permis le retour provisoire de nombreuses familles à proximité

---

<sup>3</sup> Programmes pluriannuels de recherche sur les mondes sociaux de l'exil, de la guerre et de l'intervention humanitaire : ASILES (2003-2006) et TRANSGUERRES (2006-2011) financés par l'Agence Nationale pour la Recherche (ANR).

## Congrès AFSP Paris 2013

de leurs terres d'origine. Peu à peu, les petits paysans [*desplazados*] ont mis en place des stratégies collectives de réappropriation de leurs lieux de vie, perdus au cours de la guerre.

Néanmoins, nous verrons finalement qu'en dépit de leur relative réussite, les stratégies de reconstruction territoriale et de réappropriation foncière des petits paysans locaux se sont heurtées à d'importantes limites. En effet, le contexte local de violence chronique et le processus d'expansion continue de l'agriculture agroindustrielle ont remis en question la possibilité même pour les communautés locales de mettre en place un quelconque projet alternatif de nature politique et territoriale.

### ***I. Dynamiques d'appropriations foncières illégales dans un contexte d'emprise territoriale du paramilitarisme***

#### ***L'intensification du conflit armé dans la zone***

Depuis 1997, année qui marque l'intensification et la complexification du conflit armé dans la zone, l'emprise territoriale des groupes paramilitaires en Urabá et dans le Bas Atrato a été en progression continue. Ces derniers ont progressivement dominé l'ensemble des activités productives régionales tout en exerçant un contrôle social étroit sur la population. Depuis leur arrivée dans la zone en 1997, la domination des groupes paramilitaires a fait de nombreuses victimes au sein de la population civile et a provoqué de nombreux déplacements forcés au sein des villages des zones rurales.

A partir de la fin des années 2000, suite à la démobilisation incomplète des groupes paramilitaires, plusieurs groupes dits « néoparamilitaires »<sup>4</sup> ont émergé dans la région. Ils continuent aujourd'hui d'exercer des formes importantes de contrôle social sur la population locale. En Urabá et dans le Bas Atrato, les néoparamilitaires comptent aujourd'hui plusieurs centaines d'hommes en armes. Ces derniers sont rassemblés au sein de groupuscules rivaux aux contours généralement flous et à la composition très fluide, désignés par le gouvernement sous le nom générique de « *bandas criminales* »<sup>5</sup> [*bacrim*] et connus localement comme *Las Aguilas Negras*, *Los Gaitanistas*, *Los Urabeños* ou encore *Los Matones*.

Néanmoins, aujourd'hui encore, l'emprise territoriale exercée par les groupes paramilitaires et néoparamilitaires n'est en aucun cas, complète et définitive. Le contrôle du territoire fait l'objet de luttes incessantes entre différents groupes armés. En effet, plusieurs groupes de guérillas continuent à exercer une politique de terreur et des formes - certes limitées mais néanmoins indéniables - de contrôle territorial et social dans la région. Plusieurs groupes de guérillas des FARC<sup>6</sup> sont notamment actifs dans certaines zones montagneuses de l'est de la région d'Urabá et dans des zones très enclavées, en amont des rivières du Bas Atrato. Encore aujourd'hui, les guérilleros des FARC réussissent à maintenir un haut niveau de pression sur l'ensemble des acteurs de la mobilisation politique et territoriale et notamment sur les leaders communautaires locaux.

---

<sup>4</sup> Le terme de « néoparamilitaires » désigne ici les différents groupes armés ayant émergé dans la région de l'Urabá et du Bas Atrato au cours des cinq dernières années. L'apparition de ces nouveaux groupes armés s'est faite suite au processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion des groupes paramilitaires locaux principalement regroupés dans le [*Bloque Elmer Cardenas*]. Le processus a été soi-disant terminé en 2006 mais en fait, il est resté largement incomplet et inachevé.

<sup>5</sup> Bandes criminelles.

<sup>6</sup> FARC [*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*] : Forces armées révolutionnaires de Colombie.

# Congrès AFSP Paris 2013

## *La constitution de réseaux de pouvoir locaux de caractère mafieux*

En parallèle à l'emprise politique et territoriale croissante des groupes paramilitaires, de véritables réseaux de pouvoir locaux de caractère mafieux et étroitement liés à des narcotrafiquants se sont mis en place dans les différents municipes de l'Urabá et du Bas Atrato. Des réseaux étendus de clientèle, souvent dirigés par des caciques locaux soumis aux groupes paramilitaires et aux narcotrafiquants, se sont ainsi constitués dans ces deux régions. Par l'intermédiaire de ces réseaux de pouvoir aux ramifications étendues et bénéficiant d'un solide ancrage au niveau local, les chefs néoparamilitaires et mafieux disposent aujourd'hui d'un contrôle social étroit sur la population locale, sur les dynamiques d'accès à la terre et sur l'ensemble des ressources foncières régionales.

L'emprise exercée aujourd'hui par les groupes néoparamilitaires et la domination intermittente des guérillas, quoique de nature largement invisible et muette, s'appuient sur des bases sociales solidement ancrées en Urabá et dans le Bas Atrato. En effet, dans la plupart des zones rurales, ces groupes armés disposent souvent d'un réseau social de personnes « civiles » leur apportant un soutien logistique et des renseignements précieux. Ces réseaux d'informateurs déploient leurs nombreuses ramifications de façon extrêmement fine dans l'ensemble des villages et des hameaux de la région.

## *La concentration de la propriété foncière en Urabá et dans le Bas Atrato*

Au cours des deux dernières décennies, on a pu observer en Colombie une tendance accélérée à la concentration de la propriété foncière au bénéfice de grands propriétaires fonciers et des élites socioéconomiques du pays. [Reyes, 2008] Dans de nombreuses régions, ce processus de concentration de la propriété foncière s'est fait de façon concomitante avec la montée en puissance du paramilitarisme.

Dans le cas particulier de l'Urabá et du Bas Atrato, depuis le début des années 2000, l'emprise politique et territoriale croissante des groupes paramilitaires et néoparamilitaires a accompagné un mouvement continu de concentration de la propriété foncière aux mains des élites socioéconomiques. En effet, sous prétexte de « lutter contre la guérilla » et d'œuvrer à la « sécurisation » de la région, le principal objectif des groupes paramilitaires était de provoquer la terreur au sein de la population locale afin d'engendrer des déplacements forcés de population et d'obtenir rapidement le contrôle de l'ensemble de la zone.

L'abandon forcé des parcelles et la vente contrainte de leurs propriétés par les petits paysans locaux a constitué en fait la première phase du projet socioéconomique, politique et territorial du paramilitarisme local. L'aboutissement de leur projet devant finalement conduire à une recomposition totale de la propriété foncière au bénéfice des alliés historiques des groupes paramilitaires : les élites socioéconomiques et les grands propriétaires terriens promoteurs de l'agriculture agroindustrielle. Ainsi, la politique de terreur menée contre les communautés locales et le déplacement forcé des petits cultivateurs étaient censés permettre *in fine* une implantation durable de l'agriculture agroindustrielle dans la région et notamment, le développement rapide de la culture du palmier à huile.

Ainsi, aujourd'hui en Urabá et dans le Bas Atrato, le processus continu de concentration de la propriété de la terre a abouti à une situation du foncier que certains observateurs n'hésitent pas à qualifier de véritable « contre-réforme agraire ». Dans de nombreuses rivières

## Congrès AFSP Paris 2013

du Bas Atrato, une grande partie des terres locales est *de fait* placée sous le contrôle de quelques grands propriétaires terriens et de grandes compagnies agroindustrielles et d'exploitation forestière de bois de coupe, alors même que ces terres ont souvent été titrisées en nom collectif aux communautés locales. Ces dernières, principalement d'origine indienne, afrocolombienne et métis - restent les propriétaires légales de ces terres.

En outre, les appropriations massives des terres appartenant aux petits paysans des communautés locales ne se sont pas seulement effectuées par la terreur et de façon illégale. Au cours de la dernière décennie, le recours fréquent au système des intermédiaires et des prête-noms a permis à des grands propriétaires terriens et à des narcotrafiquants de s'approprier d'importantes superficies de terres.

Ainsi, en Urabá et dans l'ensemble des rivières du Bas Atrato, au cours du processus d'emprise territoriale progressive des groupes armés, une grande partie des zones dites d'interfluve, non inondables, et où l'on trouve généralement les terres de meilleure qualité, sont passées sous le contrôle des grands propriétaires terriens se consacrant à l'élevage bovin extensif, sous celui des planteurs de palmier à huile et enfin, dans une moindre mesure, sous celui des compagnies d'exploitation forestière de bois de coupe.

### *L'expansion continue de l'agriculture agroindustrielle et de l'industrie forestière de bois de coupe*

La consolidation progressive du contrôle social et territorial exercé par les groupes paramilitaires tant en Urabá que dans le Bas Atrato a largement contribué à une expansion sans précédent de l'agriculture agroindustrielle et de l'industrie forestière de bois de coupe. Se sont ainsi constituées, au cours des dix dernières années, d'immenses exploitations de culture de palmier à huile et d'élevage bovin extensif, à un rythme toujours plus rapide. En outre, l'industrie forestière de bois de coupe a continué son expansion dans l'ensemble des rivières du Bas Atrato. L'expansion continue de l'agriculture agroindustrielle et de l'industrie forestière de bois de coupe s'est largement produite aux dépens d'une petite agriculture paysanne pratiquant la polyculture de subsistance.

### *L'expansion de la culture du palmier à huile et son lien avec le conflit armé*

A l'instar de ce que l'on a pu observer et décrire dans d'autres pays du Sud - comme en Malaisie, en Indonésie ou encore au Guatemala - en Colombie, au cours des deux dernières décennies, de puissantes entreprises agroindustrielles d'exploitation de palmier à huile se sont appropriées de grandes superficies de terre dans l'ensemble du pays.

Le palmier à huile a été introduit en Colombie en 1932, mais le développement de la culture commerciale n'a véritablement commencé qu'à la fin des années 1950 lorsque l'entreprise agroindustrielle *United Fruit Company* a mis en place les premières plantations de palmier à huile dans le nord du pays. Le développement à grande échelle de la culture de palmier à huile sur de vastes portions de terres n'a commencé qu'à la fin des années 1990. Il se poursuit encore aujourd'hui. Au cours de la dernière décennie, la progression de la culture du palmier à huile en Colombie a été considérable. Selon les chiffres cités par la Fédération colombienne de planteurs de palmier à huile (FEDEPALMA), la superficie plantée en palmier à huile a plus que doublé en moins de dix ans : elle est passée de 161 000 hectares en 2001 à 336 958 hectares en 2008.

Il est important d'observer que le développement récent de la culture du palmier à huile en Colombie ne répond pas seulement à des objectifs d'ordre économique liés à la supposée

## Congrès AFSP Paris 2013

accélération de la croissance économique nationale par la priorité donnée à une culture d'exportation. En effet, il ne s'agit pas seulement de répondre à la demande croissante des pays du Nord en huiles et en graisses, très fortement utilisées par l'industrie agroalimentaire et les cosmétiques ainsi que pour la production d'agrocarburants.

En Colombie, la priorité donnée depuis le début des années 2000 à la culture du palmier à huile dans le modèle national de développement agricole s'inscrit clairement dans une logique sociétale, à très fort contenu politique, stratégique et territorial. Ce modèle de développement agricole, défini au plus haut sommet de l'Etat a donc un contenu très politique. En effet, pour les dirigeants colombiens, le développement de cette culture agroindustrielle est censé *in fine* permettre la consolidation de l'ancrage social et de la souveraineté fragile de l'Etat dans les zones périphériques et marginales. Dans le discours officiel, l'expansion rapide de la culture du palmier à huile serait censée apporter « stabilité » et « développement » à l'ensemble du pays, et notamment aux zones rurales fortement affectées par le conflit armé et par la présence de cultures illicites de coca. En effet, dans l'optique de la politique agricole défendue par l'administration du président Alvaro Uribe Velez (2002-2010), le développement de la culture du palmier à huile dans les régions touchées par le conflit armé constitue la meilleure stratégie pour éradiquer les cultures illicites de coca étroitement associées par l'Etat colombien à l'emprise sociale et territoriale des guérillas.

Néanmoins, le lien logique entre le développement de la culture du palmier à huile et la pacification des zones fortement touchées par le conflit armé est loin de faire l'unanimité en Colombie. L'expansion récente de la culture du palmier à huile dans tout le pays a aussi souvent été perçue comme un facteur renforçant paradoxalement l'emprise territoriale des groupes armés, et notamment celle du paramilitarisme. Cette collusion d'intérêts entre planteurs de palmier à huile et groupes paramilitaires fut notamment observée au nord de la Colombie, dans le département du Magdalena. Les groupes paramilitaires assuraient la « sécurité » des grandes plantations de palmier à huile en prévenant d'éventuelles attaques de la guérilla, en échange d'importantes contributions financières versées par les entrepreneurs. En Urabá et dans le Bas Atrato, ces collusions d'intérêts entre l'agriculture agroindustrielle naissante et les groupes paramilitaires locaux ont largement contribué à la consolidation de l'emprise sociale et territoriale exercée par le paramilitarisme.

En dépit de cette critique importante associant directement l'expansion de la palmiculture à la montée du paramilitarisme, le développement de cette culture agroindustrielle moderne est censé permettre, aux yeux de nombreux décideurs nationaux, de générer des processus de construction étatique et de croissance économique dans des régions pauvres, marginales et isolées du centre du pays. Pour de nombreux « développeurs » colombiens, l'implantation de la culture du palmier à huile et le processus de construction étatique vont de pair, notamment dans des régions où la présence étatique est traditionnellement faible, voire inexistante. [Ocampo Valencia, 2009]

En effet, le choix du développement massif de la culture du palmier à huile dans les zones rurales a souvent été considéré par les élites socioéconomiques et les classes dirigeantes colombiennes comme l'unique voie de modernisation d'un monde rural, souvent considéré comme archaïque, « en retard » par rapport au reste du pays et « gangréné » par les cultures illicites de coca et par la présence des groupes armés. Les techniques de production traditionnelle des communautés indiennes et afrocolombiennes et la polyculture de subsistance pratiquée par les petits cultivateurs des zones rurales du Pacifique colombien sont souvent considérées par les élites socioéconomiques urbaines comme des survivances du passé maintenant le pays dans un état de « sous-développement ». Pour ces élites, le maintien

## Congrès AFSP Paris 2013

en place d'une petite agriculture paysanne en quête de sécurisation foncière sur de micro-parcelles est perçu comme une survivance du passé.

Dans l'ensemble des zones rurales colombiennes, l'incapacité historique de l'Etat colombien et des élites socioéconomiques à résoudre les conflits agraires a contribué à maintenir un haut niveau de conflictualité sociale et à conférer une légitimité sociopolitique forte aux différents groupes de guérilla encore actifs dans les campagnes. En effet, en dépit du développement récent de leurs activités mafieuses liées au trafic de drogue et de leur déconnexion croissante de toute forme de base sociale, les guérilleros continuent à se poser en tant que défenseurs des intérêts de la petite paysannerie locale qui est toujours en quête d'accès à la terre et de sécurisation foncière. Ainsi les guérillas des FARC présentes en Urabá et dans le Bas Atrato continuent à condamner publiquement l'expansion de la culture du palmier à huile dans la région et à exiger au gouvernement central la mise en place d'un programme ambitieux de réforme agraire redistributive au bénéfice des petits paysans.

### *La stratégie politique de modernisation accélérée du monde rural*

Ainsi, dans l'optique de l'Etat et des élites socioéconomiques, l'implantation durable de l'agriculture agroindustrielle est censée conduire à la disparition progressive des cultures illicites et à la résolution de nombreux conflits agraires liés à la survivance d'une petite paysannerie parcellaire. Il s'agit d'un projet à long terme de modernisation et de transformation accélérée du monde rural. Selon ce modèle de développement agricole, l'apaisement des tensions sociales et foncières devrait à son tour affaiblir considérablement les bases sociales de la guérilla, et donc conduire à terme à une résolution rapide du vieux conflit armé qui se perpétue dans le pays depuis plusieurs décennies.

Ce projet de transformation socioéconomique radicale du monde rural et de recomposition avancée de la structure foncière, à visée largement politique et stratégique, a joué un rôle crucial dans l'implantation progressive de la culture du palmier à huile en Urabá et dans le Bas Atrato.

En effet, historiquement, ces deux régions relativement enclavées et isolées par rapport au reste du pays ont longtemps été dominées par plusieurs groupes de guérilla (ELN, EPL, FARC) solidement ancrés dans la société locale. Pendant plusieurs décennies, ce furent ces différentes guérillas qui contrôlaient l'utilisation des ressources foncières régionales et qui étaient dotées de l'autorité politique et sociale pour régler les conflits fonciers et les différends de voisinage.

A la fin de l'année 1996, l'Etat colombien lance une vaste opération armée anti-insurrectionnelle censée mettre fin à la domination historique et à l'emprise territoriale des guérillas dans la région. Les difficultés rencontrées sur le terrain par l'armée colombienne face aux tactiques des guérillas disposant de fortes assises au sein de la population locale, conduisent alors les forces armées à conclure une alliance de circonstance avec les groupes paramilitaires locaux. Au début de l'année 1997, l'armée colombienne et les groupes paramilitaires réussissent à contraindre les guérillas à se replier dans leurs retranchements, dans des zones enclavées, situées dans les montagnes et en amont des rivières. A partir de 1997, les groupes paramilitaires reprennent alors durablement le contrôle territorial de l'Urabá et du Bas Atrato.

# Congrès AFSP Paris 2013

## *La mise en œuvre du projet socioéconomique et territorial du paramilitarisme*

Une fois la guérilla contrainte de se replier dans les zones les plus reculées de l'Urabá et du Bas Atrato, dès 1997, le projet socioéconomique et territorial du paramilitarisme sera mis en œuvre progressivement. Dans de nombreuses rivières du Bas Atrato, la politique de terreur exercée par les groupes paramilitaires a contraint de nombreux petits cultivateurs à abandonner leurs terres et à se déplacer hors de la région. A partir du début des années 2000, plusieurs compagnies colombiennes de palmiculture procèdent alors à des appropriations foncières massives réalisées de façon illégale, notamment dans les rivières Atrato, Curvarado et Jiguamiando.

Ainsi, les phénomènes connexes d'intensification du conflit armé d'une part et d'expansion accélérée de la palmiculture, de l'élevage bovin extensif et de l'industrie forestière de coupe du bois d'autre part, ont largement transformé la structure foncière des deux régions de l'Urabá et du Bas Atrato. La concentration de la propriété foncière qui s'est accélérée à partir de 1997 s'est largement faite au détriment de la petite paysannerie traditionnelle et des communautés locales – d'origine indienne, afrocolombienne et métis –, qui bien souvent, ont été expulsées violemment de leurs terres.

Ainsi, avec l'intensification du conflit armé au cours de la dernière décennie et la consolidation de l'emprise sociale et territoriale paramilitaire, le modèle de développement agricole du latifundio et de la grande plantation, qui s'est progressivement étendu dans toute la région du Pacifique colombien, s'est largement imposé en Urabá et dans le Bas Atrato. L'accroissement continu des superficies consacrées à l'agriculture agroindustrielle et aux grandes exploitations d'élevage bovin extensif a largement consolidé le modèle de la monoculture d'exportation et de la rente foncière, au détriment du modèle de la polyculture de subsistance et de l'agriculture traditionnelle pratiquée sur de petites parcelles.

En réaction à la violence chronique des groupes armés et à l'imposition par l'Etat et les élites socioéconomiques d'un modèle de développement agricole basé sur l'expansion de l'agriculture agroindustrielle, différentes mobilisations territoriales de « résistance » ont émergées en Urabá et dans le Bas Atrato. Actuellement, ces collectifs de paysans déplacés rejettent les logiques de violence des groupes armés et prônent l'adoption d'un modèle de développement alternatif basé sur le soutien à la petite paysannerie et le respect de l'environnement et sur la valorisation de l'identité ethnique afrocolombienne et métis.

## ***II. Logiques d'action collective et mobilisations territoriales des paysans [desplazados] de l'Urabá et du Bas Atrato***

Dans ce contexte d'emprise territoriale croissante du paramilitarisme, de conflit armé chronique et d'appropriations foncières massives par les entreprises agroindustrielles ; différentes mobilisations politiques et territoriales ont émergées dans les deux régions à partir de 1997. Elles ont, la plupart du temps, pris la forme de regroupements fragiles de petits paysans parcellaires ayant été déplacés et fortement affectés par la violence multiforme des groupes armés. Dès leur origine, ces différentes actions collectives de rejet des logiques de violence des groupes armés ont été fortement soutenues et encadrées par l'Eglise et par différents réseaux internationaux d'ONG et de mouvements sociaux.



## Congrès AFSP Paris 2013

Ainsi, en réponse au contexte de domination croissante du paramilitarisme, à l'intensification du conflit armé dans la région et à l'imposition d'un modèle de développement agricole basé sur l'agriculture agroindustrielle, plusieurs initiatives de « résistance » ont émergées au sein de différents collectifs de personnes déplacées par la guerre. Dès leur origine, ces collectifs ont été dirigés par des leaders paysans locaux métis et afrocolombiens. Les personnes regroupées dans ces collectifs aspiraient alors à retourner sur leurs terres d'origine et à obtenir rapidement des formes de garantie et de sécurisation sur leurs titres de propriété. Aujourd'hui, étant donné le contexte de violence chronique et la poursuite du processus d'appropriations illégales de terres en Urabá et dans le Bas Atrato, la mobilisation territoriale et foncière de ces collectifs paysans se poursuit. Le retour définitif des [*desplazados*] sur leurs terres d'origine, extrêmement délicat et hypothétique, est néanmoins toujours maintenu comme le principal objectif de ces différents projets politiques et territoriaux alternatifs.

### *Une tradition d'intenses mobilisations foncières dans les zones rurales*

Depuis le début des années 1970, il existe en Colombie une importante tradition d'intenses mobilisations foncières dans l'ensemble des zones rurales du pays. Depuis plusieurs décennies, dans la région du Pacifique colombien, d'importantes luttes paysannes et ethnopolitiques ont visé à l'obtention de droits fonciers pour les communautés locales souvent composées de petits paysans migrants. Ces fronts de colonisation interne originaires d'autres régions du pays ont migré vers la région du Pacifique principalement en quête de terres. L'auto-organisation en fronts pionniers et la pratique systématique de la défriche leur a permis d'accéder progressivement à la propriété de la terre et à certains droits territoriaux et donc à bénéficier d'une forme de reconnaissance et d'intégration politique à la société locale. Comme dans le reste des zones rurales périphériques colombiennes, les deux régions de l'Urabá et du Bas Atrato ont été à la fois le lieu de fortes mobilisations foncières initiées par ces petits paysans migrants en quête d'accès à la terre et le lieu d'importants conflits fonciers.

En outre, à partir des années 1980, surgissent dans la région du Pacifique d'importantes initiatives de mobilisation foncière et ethnopolitique. Certaines organisations paysannes soutenues par l'Eglise, telles que l'organisation ACIA [*Asociacion Campesina Integral del Atrato*] active dans la zone de Quibdo et le PCN [*Proceso de Comunidades Negras*], actif dans la zone de Buenaventura, au sud de la région Pacifique, jouent alors un rôle moteur dans l'organisation de la mobilisation sociale et foncière pour l'obtention de droits territoriaux par les communautés afrocolombiennes locales. La légitimité politique obtenue par l'organisation ACIA a ainsi servi de cadre aux revendications foncières actuelles des communautés locales du Bas Atrato déplacées et fortement affectées par le conflit armé.

### *La production étatique d'un cadre législatif favorable aux mobilisations foncières*

Au cours des années 1990, avec l'intensification du processus de mondialisation économique, on a pu observer en Colombie une remise en cause du modèle traditionnel de développement agricole porté par l'Etat central et principalement basé sur la promotion d'une économie corporatiste favorisant les élites socioéconomiques du pays.

Ainsi, au niveau international, on observa au cours des années 1990, l'émergence de nouvelles règles émanant des organismes internationaux, avec notamment l'insertion de préoccupations environnementales et l'intensification des processus de décentralisation. La

## Congrès AFSP Paris 2013

démocratisation et la « réappropriation » des politiques de développement par l'échelon local devinrent des objectifs clairement affichés par différents organismes internationaux et notamment par les bailleurs de fonds des opérations de développement (agences onusiennes et Banque Mondiale). L'influence de ces nouvelles orientations internationales devint alors décisive tant dans la définition des politiques foncières des Etats du Sud que dans celle des projets de développement mis en place par des acteurs externes (ONG, coopération internationale).

Etant donné l'émergence de ces nouvelles orientations au niveau international, l'Etat colombien fut contraint de transformer ses modes traditionnels de gestion des terres et des ressources naturelles au niveau local. Jusque là, le modèle corporatiste traditionnel favorisait alors largement les grands propriétaires fonciers et les élites socioéconomiques par un système de rentes foncières élevées, par un maintien de bas salaires et par une priorité absolue donnée au développement de l'agriculture agroindustrielle. Ce modèle a notamment favorisé la mise en place de très vastes exploitations d'élevage bovin extensif – *haciendas* – dans l'ensemble du pays.

La crise de ce modèle traditionnel et corporatiste de développement agricole posa alors la question de l'élaboration de nouvelles politiques foncières. L'Etat colombien fut contraint de modifier son rôle traditionnel de soutien aux élites socioéconomiques qui maintenaient par ailleurs une forte emprise sur l'Etat et sur l'ensemble de ses politiques. Ainsi, dans la région du Pacifique, par le vote en 1993 de la Loi 70, dite Loi des Négritudes, l'Etat fit reconnaître des formes importantes de reconnaissance sociale, de possession et de contrôle du foncier aux communautés locales afrocolombiennes et métis. La reconnaissance de ce nouvel ensemble de droits territoriaux accordés aux communautés locales du Pacifique dut s'articuler progressivement avec les différentes législations déjà existantes au niveau national.

Ainsi, progressivement, la crise du modèle de développement agricole de type corporatiste et agroindustriel et la définition par l'Etat colombien d'un nouveau cadre législatif national favorable aux communautés locales du Pacifique permirent à la mobilisation foncière et ethnopolitique locale de prendre une ampleur considérable.

En 1993, par le vote de la Loi 70, l'Etat colombien reconnut officiellement l'existence de « communautés afrocolombiennes » vivant dans les zones rurales du Pacifique colombien. Le vote de ce texte constitua une avancée fondamentale pour les populations rurales du Pacifique colombien. L'existence des « communautés afrocolombiennes » fut désormais reconnue légalement. Ces dernières furent officiellement reconnues détentrices de droits fonciers collectifs sur des territoires considérés comme « ancestraux ». La mise en place notamment de la figure nouvelle des Conseils Communautaires des communautés afrocolombiennes transforma le rapport traditionnellement entretenu par l'Etat avec l'échelon local. Les agents étatiques chargés de la mise en œuvre de la nouvelle politique foncière furent désormais contraints de reconnaître davantage l'autonomie de décision de l'échelon local. Ils durent ainsi négocier avec les leaders paysans locaux, les « représentants légaux » [*representante legal*] des Conseils Communautaires la délimitation exacte des territoires attribués en propriété collective aux communautés locales afrocolombiennes et métis.

Ainsi, l'introduction de la nouvelle autorité foncière du Conseil Communautaire constitua un changement institutionnel et social majeur dans l'ensemble de la région Pacifique. Les changements institutionnels introduits par la Loi 70 et le titrage collectif des terres aux communautés locales se sont révélés cruciaux en termes de régulation foncière dans les rivières du Bas Atrato. Ce furent désormais les nouveaux Conseils Communautaires des « communautés afrocolombiennes » qui furent censés jouer le rôle d'autorité absolue en termes de gestion foncière du « territoire collectif » de la communauté. A cet égard, le

## Congrès AFSP Paris 2013

« représentant légal » de cette nouvelle autorité ethnique et villageoise que constitue le Conseil Communautaire joue un rôle fondamental. Il est censé veiller au bon respect des nouvelles réglementations ethniques et communautaires, notamment en termes de régulation foncière. Il doit ainsi empêcher la tendance croissante à l'individualisation, à la marchandisation et à la fragmentation des droits fonciers collectifs des communautés locales.

L'émergence d'un nouveau modèle de développement agricole favorisant la polyculture traditionnelle de subsistance et l'exercice de l'autonomie territoriale au niveau de la « communauté » - et notamment du Conseil Communautaire - conduisit progressivement à l'octroi par l'Etat de titres de propriété collective aux communautés paysannes du Pacifique. A partir de la fin des années 1990, en application de la récente Loi 70, l'Etat colombien octroie alors des titres de propriété collective sur d'immenses portions de territoire à plusieurs communautés afrocolombiennes et métis du Bas Atrato.

### *Les mobilisations foncières actuelles en Urabá et dans le Bas Atrato*

Ainsi, les phases précédentes de mobilisation paysanne à caractère social, foncier et ethnopolitique et la mise en place d'un cadre législatif favorable par l'Etat central ont largement contribué à conférer une certaine légitimité et un solide ancrage social aux initiatives actuelles de « résistance » au conflit armé. Ces initiatives locales ont abouti à la délimitation de divers espaces protégés par rapport au conflit armé dans les deux régions de l'Urabá et du Bas Atrato. La mobilisation territoriale des « communautés de paix » qui s'est mise en place en Urabá et dans le Bas Atrato à partir de 1997, s'est enchâssée dans des réseaux de mobilisation historiquement constitués avant l'intensification du conflit armé et principalement composés de leaders communautaires fortement encadrés par l'Eglise. Cette mobilisation récente s'est en quelque sorte « greffée » sur d'anciennes stratégies paysannes et foncières qui ont progressivement pris une dimension ethnopolitique de plus en plus marquée dans la région du Pacifique colombien. [Agier & Hoffmann, 1999]

La population mobilisée dans les initiatives actuelles de résistance au déplacement forcé et au conflit armé est principalement composée de paysans [*desplazados*] du Bas Atrato d'origine afrocolombienne et métis. Avant le déplacement forcé et l'intensification du conflit armé, ces derniers pratiquaient la pêche et la polyculture de subsistance dans les zones rurales, sur de micro-parcelles, souvent situées en bordure immédiate des rivières. Certains paysans [*desplazados*], aujourd'hui mobilisés dans des actions de résistance au conflit armé étaient alors des leaders communautaires jouant un rôle important au sein des instances villageoises communautaires [*juntas de acción comunal*].

Expulsés des zones rurales suite aux différentes phases d'affrontement entre groupes armés et à la montée du paramilitarisme dans la région, de nombreux leaders [*desplazados*] engagés dans ces stratégies de reconquête territoriale vivent aujourd'hui dans les grands bourgs de la région. Coupés de leurs ressources foncières traditionnelles, ils survivent difficilement en ayant recours à la débrouille, en exerçant de multiples petits boulots et en bénéficiant du soutien octroyé par l'Eglise et les ONG. L'accompagnement de ces dernières leur permet de retourner provisoirement travailler dans les zones rurales. A plus ou moins long terme, ils espèrent ainsi retourner s'installer dans les rivières et les zones rurales dont ils sont originaires.

# Congrès AFSP Paris 2013

## *La délimitation de différents espaces protégés par rapport au conflit armé*

Ainsi l'intensification du conflit armé et une tradition intense de mobilisations sociales et foncières ont abouti à la délimitation de plusieurs espaces protégés par rapport au conflit armé d'abord en Urabá, avec la « communauté de paix » de San Jose de Apartado puis dans le Bas Atrato, avec les « communautés de paix » du bourg de Riosucio et les « zones humanitaires ». Adoptant la forme de portions réduites d'un espace censé être soustrait aux logiques de guerre des groupes armés, ces regroupements communautaires de personnes déplacées [*desplazados*] ont eu diverses appellations. Ils se sont successivement nommés « communautés de paix » ; « zones exclusivement réservées à la population civile », et plus récemment, « zones de biodiversité » et « zones humanitaires ». Tous ces projets politiques et territoriaux alternatifs représentent des stratégies de reconquête d'un espace perdu au cours du conflit armé. Dans ces espaces différentiels, les collectifs de petits paysans [*desplazados*] vont tenter de mettre en place une gestion communautaire et exemplaire des ressources foncières, dans la perspective du développement d'une agriculture paysanne et de la protection de l'environnement.

Leur discours de « résistance » se base sur la défense du « territoire ancestral » des communautés afrocolombiennes et métis du Pacifique colombien, sur la volonté de protection de la « biodiversité exceptionnelle » contenue dans leurs terres et sur l'adoption d'un mode de développement respectueux de l'autonomie socioculturelle des communautés locales. Ainsi, leur stratégie de visibilité repose sur une politisation forte de leur identité culturelle spécifique - et notamment de l'ethnicité afrocolombienne - dans l'esprit de démocratisation et de pluralisme de la nouvelle Constitution colombienne de 1991 censée promouvoir le caractère « multiculturel » de la nation colombienne.

### *La « communauté de paix » de San Jose de Apartado*

Au début de l'année 1997, une première initiative de mobilisation territoriale d'un collectif de paysans déplacés se forme en Urabá, dans la zone dite de *l'Urabá antioqueño*. C'est l'émergence de la « communauté de paix » de San Jose de Apartado [Agier, 2002].

Aujourd'hui encore, plus d'une cinquantaine de familles environ sont rassemblées dans ce village situé dans une zone rurale à l'est de la ville d'Apartado. Les personnes participant à ce regroupement de petits paysans [*desplazados*] affirment dans leurs communiqués publics leur volonté de ne se soumettre d'aucune façon à aucun des acteurs armés - légaux ou illégaux - présents dans la zone.

Les leaders associatifs et leurs familles vivant dans cette zone hautement conflictuelle - étant donné son caractère de couloir stratégique, disputée aujourd'hui à la fois par les guérillas et par les groupes néoparamilitaires, se sont donc regroupés pour afficher leur volonté de « non-participation collective aux logiques de guerre des acteurs armés ».

Ce projet territorial et politique alternatif a pris la forme d'un engagement formel des participants à ne participer sous aucune forme - enrôlement militaire, collaboration en termes d'informations stratégiques, de ressources matérielles et foncières - aux logiques de guerre des acteurs armés. L'Eglise locale - Diocèse d'Apartado - et de nombreuses ONG nationales et internationales ont activement soutenu l'initiative locale dès son origine. En dépit des nombreuses attaques des groupes armés, la mobilisation a abouti aujourd'hui à une forme de reconquête territoriale par un collectif de paysans [*desplazados*] et à la délimitation d'un espace relativement protégé au sein du conflit armé.

## Congrès AFSP Paris 2013

### *Les « communautés de paix » de Riosucio*

Au début de l'année 1998, à l'exemple de l'initiative de San Jose de Apartado, ont été fondées les « communautés de paix » de *San Francisco de Asis*, de *Nuestra Señora del Carmen* et de *Natividad de Maria* lors du séjour forcé de nombreux [*desplazados*] originaires du Bas Atrato dans le campement de Pavarando, en Urabá. Ces collectifs de déplacés soutenus par l'Eglise colombienne et par plusieurs ONG nationales et internationales cherchaient à obtenir le retour définitif sur leurs terres d'origine dans les rivières du Bas Atrato. Il s'agissait aussi de négocier la délimitation d'un certain nombre d' « espaces neutres » réservés aux [*desplazados*] dans ces rivières par la négociation d'une sorte de *modus vivendi* avec les groupes armés présents au niveau local.

Ces rassemblements fragiles de familles paysannes déplacées des « communautés de paix » de Riosucio se sont effectués dans plusieurs lieux de marge interstitielle : aux alentours du bourg de Riosucio ; sur les rives de l'Atrato, à proximité du village de Domingodo et enfin, dans plusieurs campements situés sur les berges de la rivière Salaqui, un affluent de l'Atrato. A partir de leur réinstallation dans ces campements précaires souvent situés en bordure de rivière où ils étaient rassemblés, les [*desplazados*] du Bas Atrato ont alors effectué plusieurs « retours » et réinstallations provisoires sur leurs terres d'origine en dépit de la présence continue des acteurs armés.

### *Le regroupement communautaire de [desplazados] de CAVIDA*

Dans la rivière Cacarica, un affluent de l'Atrato, à partir de la fin de l'année 1998, s'est formé un regroupement communautaire important de personnes ayant été déplacées dans la ville de Turbo<sup>7</sup> un an auparavant, lors d'une phase d'intensification du conflit armé. Le regroupement communautaire dit de CAVIDA<sup>8</sup> rassemble aujourd'hui environ deux cent familles et bénéficie du soutien important de la coopération internationale - principalement de celui de l'ONG *PBI*<sup>9</sup> - et de celui d'une organisation émanant de l'Eglise colombienne, la *Commission Interclésiale de Justice et Paix*<sup>10</sup>. Ce projet de regroupement communautaire de personnes déplacées de leurs terres par la guerre en 1997 puis revenues progressivement dans les zones rurales à partir de la fin de l'année 1998, a aussi adopté comme principe la « non-participation aux logiques de guerre des acteurs armés ». Les familles participant à cette initiative ont mis en place un système relativement autonome de cultures vivrières tout autour de la « communauté ». Elles parviennent en outre à obtenir quelques maigres revenus par la vente à l'extérieur de leur production de maïs.

Depuis sa fondation en 1998, le regroupement communautaire de [*desplazados*] de CAVIDA a été particulièrement stable. Cette initiative initiée par les communautés locales de la rivière Cararica et par les ONG peut être aujourd'hui considérée comme une forme relativement réussie de réappropriation territoriale et d'expérimentation foncière alternative. Elle a permis d'instituer une forme locale de « résistance » au modèle dominant de développement agricole basé sur l'expansion de l'agriculture agroindustrielle dans l'ensemble du pays. La « résistance » de cette communauté récemment instituée s'est faite dans un

---

<sup>7</sup> Ville portuaire située au nord de la ville d'Apartado, sur les Golfe de l'Uraba, au nord du département d'Antioquia.

<sup>8</sup> CAVIDA, *Comunidad Autodeterminación, Vida y Dignidad : Communauté Autodétermination, Vie et Dignité*. Les *desplazados* sont regroupés dans deux sites principaux situés dans la vallée de la rivière Cacarica : "*Nueva Vida*" et "*Esperanza en Dios*".

<sup>9</sup> PBI : *Peace Brigades International*, ONG britannique de défense des droits de l'homme.

<sup>10</sup> ONG de la CIJP plus connue sous le nom de "*Justice et Paix*".

## Congrès AFSP Paris 2013

contexte de violence chronique et dans un espace dont le contrôle est toujours fortement disputé tant par les groupes paramilitaires que par les guérillas.

### *La délimitation des « zones humanitaires » des rivières Curvarado et Jiguamiando*

Depuis 2006 environ, des regroupements communautaires de personnes déplacées, de petits cultivateurs et de paysans sans terre se sont mis en place dans les rivières Curvarado et Jiguamiando. Ces initiatives se sont auto-nommées « zones humanitaires ». Sur le modèle des premières « communautés de paix » de l'Urabá et du bourg de Riosucio, les habitants des « zones humanitaires » se sont engagés à ne participer d'aucune façon à la logique de guerre des acteurs armés. Ils reçoivent aussi le soutien de l'ONG religieuse « Justice et Paix » que nous avons déjà mentionnée plus haut ainsi que de celui de plusieurs ONG internationales.

La plupart des « zones humanitaires » constituent des portions d'espace relativement réduites situées dans des marges interstitielles, en bordure des rivières Jiguamiando et Curvarado. Elles ont été progressivement réinvesties et occupées par des petits paysans déplacés dont les terres ont très souvent été accaparées par des exploitants d'élevage bovin extensif et des palmiculteurs lors des différentes phases d'intensification du conflit armé.

Ces nouveaux espaces de réappropriation agricole des « zones humanitaires » ont aussi été utilisés par des colons internes et des petits paysans pauvres en quête de terres nouvelles à cultiver. Dans la rivière Curvarado, la délimitation de plusieurs « zones humanitaires » à l'emplacement d'exploitations d'élevage bovin extensif et au sein même des plantations de palmier à huile - dont une partie des arbres a été fauchée - a suscité récemment de fortes tensions territoriales et foncières avec les grands propriétaires terriens et les planteurs.

La mobilisation territoriale, ethnopolitique et foncière qui a progressivement émergée autour des « zones humanitaires » des rivières Curvarado et Jiguamiando a eu un certain retentissement à l'étranger et a rapidement obtenu le soutien d'une partie de la communauté internationale impliquée dans la défense du droit international humanitaire et dans la promotion des droits territoriaux des communautés autochtones.

En février 2006, plusieurs arrêts de la *Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme*<sup>11</sup> (CIDH) enjoignent formellement l'Etat colombien de rendre effectifs les droits territoriaux collectifs des communautés afrocolombiennes et métis des rivières Jiguamiando et Curvarado. Ces décisions juridiques internationales affirment clairement que les communautés locales ont été dépossédées de leurs terres par des grands propriétaires terriens et des entreprises de palmiculture en 1997 et en 2001, lors de plusieurs phases d'intensification de l'emprise du paramilitarisme dans la zone.

Ainsi, dès son origine, ce projet territorial et politique alternatif a cherché à produire des espaces d'un type nouveau, formellement soustraits au conflit armé, en constituant des sortes d'enclaves exclusivement réservées à l'habitat de la population « civile » et fonctionnant de façon relativement autonome. Il s'agissait aussi pour les petits paysans [*desplazados*] du Curvarado et du Jiguamiando de récupérer les terres qu'ils avaient perdues au moment de l'intensification du conflit armé.

### *La production collective du « territoire » et la reconstruction identitaire des paysans [desplazados]*

---

<sup>11</sup> La *Cour Interaméricaine des Droits de l'Homme* (CIDH) est un organisme juridique supranational rattaché à l'*Organisation des Etats Américains* (OEA) qui elle-même regroupe 35 Etats-membres sur le continent américain. Le siège de la CIDH est situé dans la ville de San Jose, la capitale du Costa Rica.

## Congrès AFSP Paris 2013

Ces différents cas de mobilisation territoriale et foncière ont engendré un processus intense de reconstruction sociale et identitaire au sein des regroupements de déplacés rassemblés dans les espaces protégés de l'Urabá et du Bas Atrato. Les catégories de « territoire collectif », de « droits fonciers collectifs », de « population civile », et enfin d'« identité afrocolombienne » utilisées par les acteurs de ces différents projets territoriaux alternatifs ont alors endossé une signification concrète et pragmatique.

Par leur mobilisation de « résistance » au conflit armé, ces collectifs de déplacés vont progressivement se constituer en tant que sujets collectifs détenteurs d'un « territoire collectif ». Ils vont peu à peu construire une identité collective basée sur la reconnaissance de différents statuts : « population déplacée par la violence », population « civile », communautés paysannes, « communautés afrocolombiennes détentrices d'un territoire ».

Ainsi au sein des « communautés de paix » et des « zones humanitaires » du Bas Atrato, la construction d'un discours et d'une identité de « paysan » et de « civil » s'est faite tant par opposition aux groupes armés que par opposition à l'Etat central. En effet, ce dernier, malgré l'octroi récent d'une certaine marge d'autonomie aux communautés locales notamment par le vote de la Loi 70, est largement accusé par certains leaders paysans locaux de vouloir mettre fin à l'agriculture paysanne et vivrière. Comme l'affirme un leader associatif du Bas Atrato lors d'un entretien :

« L'Etat n'a pas intérêt à ce qu'il y ait des personnes qui soient présentes dans leur propre territoire en train de travailler. L'Etat n'a pas intérêt à ce qu'il y ait deux ou trois paysans qui sèment de la banane plantain et du manioc sur leurs propres terres ».<sup>12</sup>

Ainsi, les mobilisations territoriales des petits paysans locaux et des [*desplazados*] pour obtenir un accès à la terre et pour la réappropriation de leurs terres usurpées au cours des différentes phases d'intensification du conflit armé ont connu de réels succès, notamment dans les deux rivières voisines du Jiguamiando et du Curvarado. Dans ce secteur, l'action collective des paysans leur a permis de retrouver un accès à la terre et de maintenir en place des espaces protégés de la domination et de l'emprise des groupes armés. La mobilisation autour des « zones humanitaires » a progressivement permis de redonner au *territoire* sa signification originelle et concrète d'espace de vie et de culture. Dans ces espaces protégés, le *territoire* est redevenu un ensemble signifiant de lieux de vie et un espace de reproduction culturelle pour les communautés riveraines du Bas Atrato. Le retour de certains [*desplazados*] sur leurs terres d'origine situées en bordure immédiate de rivière a notamment permis la récupération de leur « espace aquatique », un élément fondamental dans la culture et la vie quotidienne des communautés locales. [Oslender, 2008].

En effet, au moment de l'intensification du conflit armé, pour de nombreux habitants locaux, le *territoire* n'était plus qu'un espace lié à la terreur et à la violence, « vidé » de ses habitants. Il était en outre l'objet de formes multiples d'appropriations illégales par les grands propriétaires terriens. Suite à la mobilisation collective des petits paysans, le *territoire* des communautés locales est redevenu progressivement un espace de vie, constituant le milieu même des interactions sociales et de la production culturelle de la population locale.

Néanmoins, en dépit de ces succès indéniables, ces projets politiques et territoriaux alternatifs ont toujours été confrontés à d'importantes limites. La persistance d'un contexte de conflit armé chronique dans la région, le maintien d'une emprise territoriale forte exercée par les groupes armés et l'expansion continue de l'agriculture agroindustrielle ont largement remis en cause la portée réelle de ces expériences originales de réappropriation foncière et de

---

<sup>12</sup> Entretien avec un leader associatif, bourg de Riosucio, Bas Atrato, département du Chocó, juillet 2009.

## Congrès AFSP Paris 2013

« résistance » au conflit armé. Etant donné le retour périodique de formes de violence armée dans ces zones rurales périphériques dans lesquelles l'autorité de l'Etat reste limitée ; l'efficacité de la mobilisation de « résistance » reste problématique.

### ***3. Les limites posées aux mobilisations territoriales des paysans [desplazados] de l'Urabá et du Bas Atrato***

#### ***Des formes fragiles de reterritorialisation dans un contexte de violence chronique et complexe***

La mobilisation sociale de « résistance » au conflit armé qui s'est cristallisée autour des « communautés de paix » et des « zones humanitaires » depuis 1997 en Urabá et dans le Bas Atrato s'est essentiellement centrée sur la consolidation de l'accès à la terre de familles paysannes déplacées et paupérisées. La mobilisation territoriale et l'occupation de terres par ces collectifs de [desplazados] ont permis de restituer partiellement leurs propriétés matérielles et sociales à des espaces qui, suite à l'intensification de la violence dans la zone, avaient perdu toute forme d'identité sociale et culturelle.

Différentes actions de regroupement de [desplazados] au sein d'espaces protégés par rapport au conflit armé et d'occupation collective de terres usurpées par des grands propriétaires terriens ont réussi à se maintenir de façon relativement stable, en dépit des pressions constantes exercées par les groupes paramilitaires, les guérillas et par certains grands propriétaires terriens.

Progressivement, certains regroupements de [desplazados] sont parvenus à délimiter des périmètres protégés et à se réapproprier des portions d'espace très réduites, souvent situées dans des marges interstitielles : en bordure de rivière, en lisière de forêt et aux abords des grandes plantations de palmier à huile et des vastes exploitations d'élevage bovin extensif.

Néanmoins, aujourd'hui encore et en dépit de la baisse d'intensité du conflit armé, les deux régions de l'Urabá et du Bas Atrato restent, à bien des égards, de « simples nœuds entre des réseaux invisibles de menaces » comme l'explique le sociologue Daniel Pécaut, [Pécaut, 2000 :75].

Dans le contexte colombien de conflit armé chronique, le chercheur constate que « [le territoire] ne correspond pas à une entité géographique ou culturelle déjà reconnue, mais qu'il est l'inscription spatiale à un moment donné, de l'emprise d'un acteur disposant de la force ou de l'interaction entre divers acteurs en concurrence pour affirmer cette emprise ». [Pécaut, 1995 : 488].

Ainsi, dans la rivière Curvarado, l'emprise territoriale invisible mais néanmoins réelle des groupes paramilitaires et néoparamilitaires se fait notamment par l'intermédiaire de petits paysans proches alliés des groupes paramilitaires, les [repobladores]<sup>13</sup>. Ces petits paysans pauvres, souvent originaires de la région et aussi [desplazados], ont été réinstallés par les groupes paramilitaires dans les espaces qu'ils contrôlent. Les [repobladores] travaillent alors souvent en tant que journaliers dans de grandes exploitations agroindustrielles. Ils constituent alors une sorte de clientèle captive des groupes paramilitaires et néoparamilitaires. Certains

---

<sup>13</sup> Le terme [repobladores] pourrait se traduire par les « nouveaux habitants ». Il exprime ici l'objectif des groupes paramilitaires et néoparamilitaires de repeuplement de la zone par leur clientèle de petits paysans journaliers.



## Congrès AFSP Paris 2013

[*repladadores*] installés aux abords immédiats des « zones humanitaires » du Curvarado sont considérés par les habitants de ces dernières comme des usurpateurs de terre [*ocupantes de mala fe*] et des informateurs [*zapos*] à la solde des groupes armés. Ainsi, leur statut ambigu, à la frontière entre le paysan et l'acteur armé contribue largement à brouiller encore davantage les limites déjà ténues séparant l'espace protégé de l'espace de guerre et le statut de « civil » de celui de collaborateur direct d'un acteur armé.

Etant donné le caractère complexe du conflit armé colombien, la modalité de territorialisation et d'emprise des groupes armés en Urabá et dans le Bas Atrato reste extrêmement floue, mouvante et peu structurée. Elle est donc difficilement perceptible par les habitants locaux et rend extrêmement délicat tout projet d'action collective. Les lignes de partage du territoire sont susceptibles de grandes modifications en fonction des stratégies changeantes des acteurs armés et de l'évolution rapide des rapports de force qui se nouent entre eux.

Par conséquent, les projets politiques et territoriaux alternatifs que nous avons décrit plus haut sont sans cesse remis en cause par ce contexte de violence chronique, multiforme et complexe. Ainsi, on observe fréquemment qu'en dépit de leur autonomie supposée, les Conseils Communautaires de certaines rivières du Bas Atrato sont régulièrement instrumentalisés par des groupes armés et par des entreprises agroindustrielles. Ces nouvelles autorités paysannes locales entrent alors dans des logiques marchandes de régulation des ressources foncières.

### ***La forte instabilité des situations vécues par les paysans [desplazados]***

Souvent, les conditions de vie des paysans [*desplazados*] regroupés dans ces projets politiques et territoriaux alternatifs sont très difficiles et dans certaines situations, elles s'apparentent davantage à des logiques de survie et de refuge qu'à des stratégies de mobilisation foncière.

Les conditions de vie des paysans [*desplazados*] regroupés dans la « zone humanitaire » de *El Tesoro* située dans la rivière Curvarado, nous permettent de prendre la mesure de l'instabilité des situations de ces collectifs. Lors de ma visite à la « zone humanitaire » en juillet 2007, les habitants me semblent très isolés du reste de la région, ils doivent faire face à un environnement particulièrement inhospitalier et ils disposent de très faibles ressources, notamment d'un point de vue alimentaire.

Les petits paysans [*desplazados*] vivant dans cette nouvelle enclave de « civils », sont contraints de s'adapter en permanence à un contexte sociopolitique extrêmement instable. Ils doivent ainsi sans cesse ajuster leurs pratiques à l'emprise territoriale - souvent invisible et changeante - exercée par les groupes armés. Ainsi, ils doivent « s'arranger » d'une façon ou d'une autre avec les règles définies autoritairement par ces derniers. Pour pouvoir se déplacer dans leurs propres terres, ils sont donc contraints de s'adapter à la présence permanente et au contrôle social exercé par les « hommes en armes » des différents groupes armés rivaux. Ainsi, pendant la journée, les personnes vivant à *El Tesoro* travaillent le plus souvent sur des parcelles situées aux environs immédiats du village pour ne pas risquer une confrontation avec les groupes armés qui circulent dans les alentours.

Il n'y a pratiquement pas de possibilité de mettre en place des cultures vivrières aux alentours immédiats de la « zone humanitaire » : en effet, la communauté est entourée de zones de forêt et de marécages. La plupart des familles de [*desplazados*] survivent grâce à de minuscules parcelles qui ont été récemment défrichées et gagnées sur la forêt proche. Ces

## Congrès AFSP Paris 2013

micro-parcelles de culture vivrière sont souvent directement adossées aux maisons et plantées en riz et en maïs. En outre, la coupe puis la vente du bois extrait de la forêt permet aux *desplazados* de se procurer quelques maigres revenus servant avant tout à acheter des produits de première nécessité (huile, savon, essence, etc.).

Lors de ma visite dans la « zone humanitaire » de *El Tesoro*, de nombreuses personnes me confessent qu'elles sont à peine en mesure de survivre au jour le jour. En cas de difficultés alimentaires, elles sont souvent obligées de « s'endetter » auprès de voisins un peu moins précaires qui leur « avancent » leur nourriture quotidienne, essentiellement composée de riz et de banane plantain. Par solidarité, certains leaders des villages des alentours, situés dans la même rivière Curvarado et participant du même réseau de mobilisation foncière de « résistance » au conflit armé, font régulièrement parvenir de la banane plantain et d'autres denrées alimentaires de base pour l'ensemble des habitants de *El Tesoro*.

Enfin, l'existence de transactions foncières continues - et souvent dissimulées aux leaders du Conseil Communautaire - entre les petits paysans parcellaires des communautés locales et les intermédiaires des grandes entreprises agroindustrielles, place la mobilisation territoriale dans une situation de forte incertitude. Comme l'explique un leader paysan [*desplazado*] du Bas Atrato :

« Dans la rivière Curvarado, les gens font des allers-retours incessants entre les zones rurales [où sont situées les « zones humanitaires »] et la ville de Bajira. Ils ne dorment pas dans les zones rurales. Tant que les entreprises [d'élevage bovin extensif et de palme à huile] y seront présentes, la situation ne sera pas claire et les gens ne s'y installeront pas de façon définitive ».<sup>14</sup>

Ainsi, la dureté des conditions de vie quotidienne dans ces zones de marge interstitielle, la nature changeante des rapports de force entre les groupes armés et enfin la grande instabilité qui caractérise la structure foncière locale sont des éléments susceptibles de remettre sans cesse en cause les acquis territoriaux de ces projets communautaires alternatifs.

Les acteurs de la mobilisation territoriale sont, la plupart du temps, pris en tenaille entre, d'un côté, les logiques de violence et les pressions continues des groupes armés et, de l'autre, les stratégies d'expansion territoriale mises en œuvre par les entreprises agroindustrielles et les grands propriétaires terriens.

### ***La difficile reconstruction d'une identité de « civil » et de paysan***

Dans les zones rurales colombiennes contrôlées par les groupes armés, la stigmatisation des habitants locaux - et en particulier celle qui touche les [*desplazados*] ayant fui les zones de conflit armé - est traditionnellement très forte. Ces derniers sont régulièrement soupçonnés par le reste de la société locale de faire partie des groupes armés et de soutenir leurs actions guerrières de façon directe ou indirecte.

Dans le conflit armé irrégulier qui touche depuis plusieurs décennies l'Urabá et le Bas Atrato, le plus souvent, l'identité sociale de la population locale a eu tendance à être totalement invisibilisée. Assignés à résidence dans un espace de guerre, les habitants locaux ont souvent été stigmatisés et accusés de faire partie intégrante des groupes armés et d'être étroitement mêlés à leurs dispositifs guerriers. Il est fréquent que des représentants de l'Etat colombien accusent les habitants de l'Urabá et du Bas Atrato d'être les complices actifs de la guérilla des FARC. Soumis à une politique de terreur et pour ainsi dire « pris en otage » par

---

<sup>14</sup> Entretien réalisé dans le bourg de Riosucio, Bas Atrato, département du Chocó, juillet 2009.

## Congrès AFSP Paris 2013

les différents groupes armés, les habitants locaux sont souvent contraints de prendre parti pour l'un ou l'autre camp et de se soumettre à leurs logiques de violence.

En Urabá et dans le Bas Atrato, les personnes participant à ces projets communautaires alternatifs sont souvent soupçonnées de faire le jeu des guérillas. Une grande partie de la population locale rejette la prétendue neutralité des « zones humanitaires » du Curvarado et du Jiguamiando : ces dernières sont constamment stigmatisées et considérées comme des « foyers potentiels de rébellion ». De même, en raison de leur rejet particulièrement radical de l'Etat colombien et de leur capacité à construire une forme d'extraterritorialité au sein même du territoire national, les habitants de la « communauté de paix » de *San Jose de Apartado* ont très souvent été stigmatisés et accusés d'être des membres de la guérilla des FARC ou de « faire indirectement le jeu » de ce groupe armé. Ils se situent aujourd'hui dans une position particulièrement difficile - voire quasiment intenable - dans l'arène politique locale et nationale.

Souvent accusés d'être des « alliés directs de la guérilla », les personnes participant à ces différents projets de mobilisation territoriale sont régulièrement intimidées et menacées de mort par les groupes paramilitaires et néoparamilitaires ainsi que par les soldats de l'armée colombienne. Par ailleurs, la guérilla des FARC, peu désireuse de voir se constituer des poches d'autonomie au sein des communautés locales, tente très souvent d'instrumentaliser les leaders paysans les plus en vue de ces initiatives de « résistance ».

Ainsi, la reconstruction d'un territoire autonome et la production d'une identité de « civil » et de « paysan » par les communautés locales et les collectifs de [*desplazados*] de l'Urabá et du Bas Atrato reste un processus long et difficile. Car comme l'explique bien l'anthropologue Michel Agier : « l'identité des *desplazados* est généralement honteuse, ou traquée ou clandestine, (...) elle accumule une série de stigmates, dont ceux de la violence et de l'illégalité reportés avec suspicion par les habitants des zones d'accueil sur les déplacés eux-mêmes »<sup>15</sup>.

### **Conclusion**

Aujourd'hui, en Urabá et dans le Bas Atrato, les tensions territoriales et sociales restent fortes entre d'un côté, les intérêts des petits paysans parcellaires *déplacés* et mobilisés dans des projets communautaires alternatifs et de l'autre, les intérêts des élites socioéconomiques régionales prônant le développement rapide de l'agriculture agroindustrielle et cherchant constamment à accroître leur emprise sociale et spatiale. Par ailleurs, les groupes néoparamilitaires et la guérilla des FARC tentent de conserver leur accès à un certain nombre de ressources foncières par leur capacité à contrôler partiellement le *territoire*.

Dans cette configuration complexe, l'Etat colombien semble occuper une position d'arbitrage ambigu, hésitant entre, d'une part, l'octroi d'une autonomie croissante aux petits paysans et aux communautés locales - qui bénéficient à présent de titres de propriété collectifs sur leurs terres - et d'autre part, la promotion d'un modèle de développement agricole agroindustriel contribuant à détruire progressivement la petite propriété paysanne.

Les mobilisations territoriales et ethnopolitiques qui ont marqué l'Urabá et le Bas Atrato depuis 1997 ont principalement visé à consolider l'accès aux droits foncières de nombreux petits paysans paupérisés et fortement touchés par le conflit armé. Avec le soutien de l'Eglise et de nombreuses ONG nationales et internationales, ces actions collectives de « résistance »

---

<sup>15</sup> AGIER, Michel, 2000, « Perte de lieux, dénuement et urbanisation : les *desplazados* de Colombie », Autrepart, IRD, Paris, n°14, p.103.

## Congrès AFSP Paris 2013

et d'occupation des terres sont parvenues à délimiter un certain nombre d'espaces de refuge, protégés par rapport au conflit armé, relativement soustraits à la domination des différents groupes armés.

Dans un contexte de forte incertitude et de contrôle social exercé par divers groupes armés, les expérimentations communautaires de l'Urabá et du Bas Atrato ont constitué des formes originales et alternatives de resubjectivation politique, de resocialisation et de reterritorialisation partielle de personnes déplacées par la violence. Par l'accès à un certain nombre de droits territoriaux, ces personnes, souvent désocialisées et soumises aux logiques de terreur des groupes armés, sont parvenues à se constituer progressivement en tant que sujets de droits.

Néanmoins, ces projets communautaires alternatifs de l'Urabá et du Bas Atrato restent bien évidemment très fragiles. Il se sont, dès leur origine, confrontés à de fortes limites. Tant les logiques de guerre des groupes armés que la tendance à la concentration de la propriété foncière à l'œuvre dans toute la région ont rendu pratiquement impossible toute délimitation d'une véritable « communauté civile » et d'un espace protégé qui puisse être consacré à l'agriculture paysanne. La production collective d'un « territoire » ethnique et autonome et la reconstruction identitaire des [*desplazados*] en tant que « civils » et « paysans » restent des processus éminemment difficiles et soumis aux aléas de l'emprise territoriale changeante des groupes armés. Dans de nombreuses rivières du Bas Atrato, les droits territoriaux des communautés locales afrocolombiennes et métis sont encore loin d'être effectifs et en pratique, l'accès à la terre de nombreux petits paysans n'est ni reconnu ni garanti par l'Etat colombien.

### Références bibliographiques

- AGIER, Michel & HOFFMANN Odile, « Les terres des communautés noires dans le Pacifique colombien. Interprétations de la loi et stratégies d'acteurs », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 32, janvier-mars 1999, pp. 17-42.
- AGIER, Michel, « Perte de lieux, dénuement et urbanisation : les *desplazados* de Colombie », Paris, IRD, *Autrepart*, n°14, 2000, pp. 91-105.
- AGIER, Michel, 2002, *Aux bords du monde, les réfugiés*, Flammarion, Paris.
- Defensoría del Pueblo, *Violación de derechos humanos por siembra de palma africana en territorios colectivos de Jiguamiandó y Curvaradó. Segundo informe de seguimiento a la Resolución Defensorial n°39 del 2 de junio de 2005*, Bogotá, 2008.
- GOEBERTUS, Juanita, *Palma de aceite y desplazamiento forzado en Zona Bananera: 'trayectorias' entre recursos naturales y conflicto*, *Colombia Internacional*, Universidad de los Andes, Bogotá, n°67, janvier à juin 2008, pp. 152-175.
- HOFFMANN, Odile, *Communautés noires dans le Pacifique colombien, Innovations et dynamiques ethniques*, Paris, IRD-Karthala, 2004.

## Congrès AFSP Paris 2013

- OCAMPO VALENCIA, Sebastian, *Agroindustria y conflicto armado, el caso de la palma de aceite, Colombia Internacional*, Universidad de los Andes, Bogotá, n°70, juillet à décembre 2009, pp. 169-190.
- OSLENDER, Ulrich, *Comunidades negras y espacio en el Pacífico colombiano, hacia un giro geográfico en el estudio de los movimientos sociales*, ICANH, Bogotá, 2008.
- PÉCAUT, Daniel, 1995, « Violence et politique en Colombie », in DUBET, François & WIEVIORKA, Michel (dir.), *Penser le sujet, Autour d'Alain Touraine, Actes du colloque de Cerisy*, Fayard, Paris, pp. 477-493.
- PÉCAUT, Daniel, 2000, « La tragédie colombienne : guerre, violence, trafic de drogue », *Hérodote*, La Découverte, Paris, N° 99, pp. 61-77.
- REYES POSADA Alejandro, *Guerreros y Campesinos, el despojo de la tierra en Colombia*, Norma, Bogotá, 2009.
- ROLLAND, Stelio, « Mobilisation de résistance au conflit armé dans le Nord-Ouest de la Colombie : de l'opération "communautés de paix" à la mise en place des "zones humanitaires" », in BAZENGUISSA-GANGA, Rémy & MAKKI, Sami, (dir) *Sociétés en guerres. Ethnographies des mobilisations violentes*, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 2012, pp. 145-165.